

**SOUTENIR LA  
CRÉATION DE  
RÉSEAUX ET DE  
COALITIONS AFIN  
D'AMORCER DES  
CHANGEMENTS  
POLITIQUES AU  
NIVEAU NATIONAL  
AU HONDURAS**



**OXFAM**

# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

## 1 Vue d'ensemble

### Informations relatives au programme

Nom	IGUALES : Autonomisation des femmes au Honduras
Pays	Honduras
Budget	4,82 millions d'euros
Date de début	Avril 2016
Date de fin	Mars 2019
Bailleurs de fonds	Projects Direct (Oxfam), affiliés d'Oxfam, Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO), Affaires mondiales Canada et autres bailleurs de fonds, Fondation Ford, Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et Programme de développement des entreprises (EDP).

### Analyse du problème

Au Honduras, 74 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et 50 % en situation d'extrême pauvreté<sup>1</sup>. Les taux de pauvreté sont particulièrement inquiétants pour les femmes : 65 % des 2,2 millions de femmes se trouvant en milieu rural vivent dans une situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté<sup>2</sup>. Le pays est également classé dans l'Indice mondial des risques climatiques 2015 comme le pays le plus vulnérable aux risques climatiques<sup>3</sup>. Par ailleurs, les changements en matière de climat et les phénomènes climatiques extrêmes accentuent la vulnérabilité des femmes.

Bien que les femmes représentent 50 % de la population totale<sup>4</sup> et 36 % de la main-d'œuvre officielle<sup>5</sup>, leur contribution à la société n'est pas reconnue et elles restent exclues des processus de prise de décision au niveau du foyer et aux niveaux local et national. Les femmes sont également sous-représentées dans la politique et dans les prises de décisions. Seul 25,78 % des membres du Congrès du pays sont des femmes<sup>6</sup>. Les violences faites aux femmes et aux filles sont particulièrement élevées au Honduras. Le pays a, en effet, le taux de féminicide le plus élevé en Amérique latine et aux Caraïbes. Une femme est tuée toutes les 17 heures et plus de 95 % des cas n'aboutissent pas à une condamnation<sup>7</sup>.

Les inégalités femmes-hommes au Honduras sont causées par l'accès limité des femmes à une formation et à une éducation officielles, ainsi que par la charge de travail excessive qu'elles assument. Elles se heurtent également à un accès restreint aux ressources, aux terres, à l'eau, au crédit et à l'éducation et ont peu de contrôle sur ces derniers. Ces inégalités sont renforcées, d'une part, par des normes et valeurs sociales patriarcales défendues par des églises et des groupes conservateurs, qui confinent les femmes à leur fonction reproductive et, d'autre part, par une mise en œuvre partielle et limitée des cadres juridiques progressistes et des politiques publiques en faveur de la justice entre les femmes et les hommes. Ces inégalités ont été exacerbées par le coup d'État de 2009, qui a causé une rupture de l'ordre institutionnel, ainsi qu'un recul sévère en matière de droits des femmes.

### Description

Le programme IGUALES s'appuie sur les activités d'Oxfam en matière de droits des femmes au Honduras depuis 2008. Il adopte une approche globale en matière de droits des femmes et de justice entre les femmes et les hommes et intègre les questions de l'autonomisation économique et de la citoyenneté active des femmes, ainsi que de la prévention des violences faites aux femmes. Le programme vise à renforcer le libre arbitre et le leadership transformationnel des femmes (principalement en milieu rural, bien qu'un projet pilote soit également mis en œuvre en milieu urbain). L'objectif est d'améliorer l'accès aux actifs de production ainsi que le contrôle qu'elles exercent sur ces derniers, tout comme pour les revenus et leur temps libre, et de réduire les violences qui leur sont faites, ainsi que le niveau d'impunité dans ces cas.

L'approche d'IGUALES établit un lien entre des changements individuels et systémiques et entre des changements formels et informels, tout en s'attaquant aux normes et pratiques sociales et politiques, ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques. La théorie du changement défendue dans le cadre du programme considère que le changement des relations de pouvoir et des inégalités entre les hommes et les femmes se trouve au cœur du processus de changement et s'attaque au changement au niveau individuel, social et systémique. L'objectif principal du programme est d'aider les femmes et les jeunes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion à exercer leur leadership de manière à transformer les relations de pouvoir aux niveaux local et national. Ce faisant, le programme permettra aux femmes, aux jeunes et aux organisations qui les représentent de promouvoir des changements positifs en matière de croyances, d'attitudes, de politiques publiques et de pratiques afin de préserver leur droit à être entendu-e-s, à vivre sans violence, avec des moyens de subsistance durables.

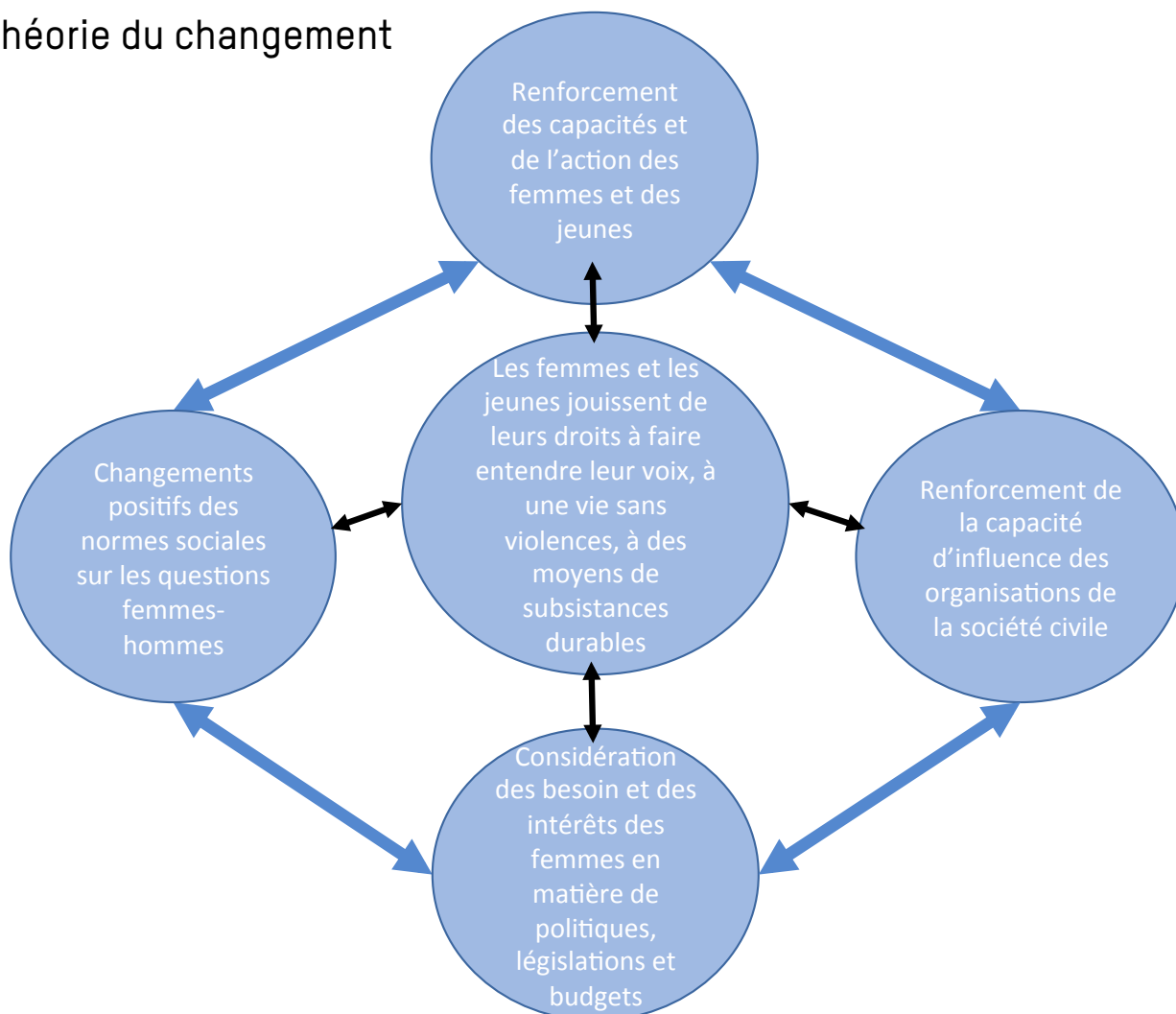
# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

IGUALES a cinq objectifs de haut niveau interdépendants :

1. Faire en sorte que les femmes disposent d'une influence plus grande et plus efficace auprès des détenteurs d'obligations aux niveaux local, national et mondial.
2. Transformer les normes sociales liées au genre, notamment celles qui perpétuent les violences faites aux femmes.
3. Renforcer la capacité des organisations de la société civile à influencer les détenteurs d'obligations (gouvernement et secteur privé) aux niveaux local, national et international au sujet des droits des femmes.
4. Influencer les détenteurs d'obligations afin que ceux-ci modifient leurs politiques, leurs priorités et leurs investissements, afin de mieux refléter les intérêts et les demandes des femmes au niveau national et local.

Pour obtenir ces changements, le programme adopte les stratégies suivantes : générer des preuves afin d'influencer les décideurs ; faciliter la collaboration et la coordination entre acteurs, programmes et processus favorables au changement, aux niveaux local, national et international ; renforcer le leadership et les capacités de participation des femmes en renforçant leurs capacités techniques, en développant leurs compétences et en leur offrant un soutien pratique ; faire la promotion d'une transformation des normes sociales en travaillant avec les hommes et les garçons afin de redéfinir le concept de masculinité, avec les leaders et les influenceurs publics pour augmenter le soutien social en faveur du changement, et avec des organisations des droits des femmes ; renforcer la capacité d'influence des organisations de la société civile ; et mettre en œuvre un plaidoyer international afin d'amorcer un changement au niveau national.

## Théorie du changement



# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

## 2 Résultats et défis

### Résultats obtenus

En matière de droits des femmes, le programme au Honduras a permis d'obtenir des résultats remarquables. Suite aux activités sur le leadership transformationnel des femmes menées auprès de communautés rurales et dans des zones urbaines marginales, les partenaires d'Oxfam rapportent que les femmes ont davantage confiance en elles, et ont amélioré leurs compétences de communication. Ils mentionnent également que le rôle des femmes au sein du foyer a changé et qu'elles ont développé leurs compétences en matière de participation à la politique publique.

Le programme a aidé les femmes à s'impliquer dans les structures gouvernementales locales, à jouer un rôle actif afin d'obtenir des ressources à consacrer aux priorités des femmes (comme la construction d'écoles et l'amélioration des centres de santé) et à vérifier l'utilisation de ces fonds. En coopération avec les ONG locales et les détenteurs d'obligations judiciaires, les femmes se sont également impliquées de plus en plus pour renforcer les mécanismes locaux contre les violences domestiques et pour s'assurer du respect de la procédure en cas de féminicide ou de violences faites aux femmes et aux filles.

En ce qui concerne la remise en cause des normes sociales, les partenaires travaillant dans le cadre de la campagne anti-féminicide à La Paz, Esperanza et dans les provinces de l'Ouest ont rapporté que les comportements avaient changé, citant notamment une plus grande mobilisation des femmes et des hommes lors des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et lors d'autres dates symboliques, ainsi qu'une volonté accrue de signaler les féminicides. Ces changements ont été attribués à une stratégie en trois points :

1. Engagement auprès des « gardiens » : les organisations commerciales ont été approchées via leur conseil d'administration, les universités et les établissements scolaires via leur doyen-ne ou leur directeur/directrice, et les églises via leur pasteur ou leur prêtre.
2. Engagement auprès des médias : travailler avec les journalistes afin d'améliorer la couverture des cas de féminicide et de violences faites aux femmes, en organisant notamment un prix national pour les journalistes couvrant de tels cas.
3. Organisation de forums, de groupes de discussion et de débats.

Le programme a également connu un succès considérable en matière d'influence. Il continuera sur cette lancée pour garantir la bonne mise en œuvre des nouvelles lois et des nouveaux engagements, parmi lesquels : la mise en place d'une unité spéciale au sein du bureau du Procureur général pour enquêter sur les crimes violents à l'encontre de femmes ; les provisions du budget national propres aux questions femmes-hommes doivent être utilisées comme prévu afin de bénéficier aux femmes ; et, plus récemment, l'adoption de la loi sur le crédit pour les femmes vivant en milieu rural par le Congrès national (Credimujer), offrant aux femmes vivant en milieu rural la possibilité d'accéder à des prêts solidaires. Les ressources nécessaires pour mettre en œuvre Credimujer sont toutefois insuffisantes et Oxfam et ses partenaires poursuivront leurs efforts de plaidoyer afin d'obtenir un financement adéquat.

### Défis spécifiques

Le programme fait face à des défis internes et externes. Le Honduras est témoin d'un affaiblissement de l'État de droit, avec une corruption et une impunité systémiques, ainsi qu'une polarisation des forces politiques. L'espace de la société civile se réduit et entrer en contact avec le gouvernement est de moins en moins possible. Par ailleurs, l'influence de l'Église a entraîné un recul des progrès obtenus par le mouvement pour les droits des femmes. Parallèlement, une grande méfiance existe à l'égard du mécanisme de protection des défenseurs des droits humains. Il est donc nécessaire d'effectuer une planification attentive pour renforcer de tels mécanismes et de réaliser une évaluation constante des risques pour les partenaires d'Oxfam.

Capter les changements dans les attitudes et les comportements a également présenté des difficultés, notamment car les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de certains partenaires restent concentrés sur les activités et les résultats. Le programme investit actuellement dans un système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, notamment en matière d'influence. De même, avec l'aide d'équipes régionales et mondiales, il concevra des outils et des systèmes et aidera les partenaires à développer leurs propres capacités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

IGUALES a également noté que les organisations de femmes et les organisations féministes traversent une période de crise financière qui limite leurs capacités et leur rôle. Par conséquent, en conformité avec les stratégies de justice entre les hommes et les femmes d'Oxfam, le programme a augmenté le soutien apporté à ces organisations. Le programme développe également un plan de collecte de fonds pour sa propre campagne en matière de violences faites aux femmes (« Enough is Enough » ou « Ça suffit »), car il n'est pas encore parvenu à obtenir les ressources nécessaires.

Enfin, malgré le fait que les jeunes soient identifiés comme cibles prioritaires pour le programme, aucune stratégie spécifique ou adaptée n'a été développée pour encourager leur implication, ce qui a limité leur engagement. Oxfam et ses partenaires envisagent des interventions visant à former et à développer le leadership des jeunes, ainsi que l'utilisation des médias sociaux pour la mobilisation des jeunes.

### Enseignements

L'engagement auprès des « gardiens » et des médias contribue à l'augmentation de la mobilisation de la communauté.

Les activités d'influence au niveau international peuvent être utilisées pour appuyer les demandes de plaidoyer au niveau national.

Il est nécessaire d'investir dans le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, car prouver les changements d'attitudes et de comportements peut être difficile.

Établir des liens entre les organisations féministes et les organisations de femmes vivant en milieu rural a contribué à unifier le mouvement des droits des femmes.

# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

## 3 Partenariats et liens avec d'autres programmes

### Partenariats

Le programme s'associe avec des organisations féministes et avec des organisations de femmes, amenant chacune leur expertise thématique et géographique. Il noue également des partenariats avec quelques organisations diverses, dont les priorités institutionnelles incluent les droits des femmes. En conformité avec la politique d'Oxfam sur les partenariats, ces relations reposent sur des valeurs communes, un alignement stratégique et une valeur ajoutée. Le programme et les priorités et stratégies d'influence sont développés et évalués conjointement, afin que les partenaires puissent se les approprier.

« En essayant de développer ces alliances, pénétrer dans ces espaces avec humilité s'est avéré essentiel. Vous devez admettre que vous ne savez pas tout. Nous avons besoin d'aide de l'extérieur, car les perspectives qui ne sont pas les nôtres sont celles qui nous aident à identifier nos propres lacunes. »  
Gladys Lanza, Movimiento Visitación Padilla.

Grâce à son investissement dans les partenariats et les réseaux, le programme a facilité la création et l'accès à des espaces de dialogue et de coordination entre organisations travaillant sur les droits des femmes au Honduras. Les relations établies entre organisations partenaires, comme l'Alliance 611, le Women's Tribunal Against Femicide, et la plateforme 25th of November ont permis de bénéficier de meilleures synergies et d'une action intégrée.

Le programme a également créé un lien entre les mouvements pour les droits des femmes en milieu rural et les organisations et mouvements féministes nationaux, en soutenant les

premiers afin qu'ils adoptent une perspective féministe, et en aidant les seconds à comprendre les besoins et les intérêts des femmes vivant en milieu rural et en les intégrant mieux aux activités d'influence au niveau national.

Le programme a également entamé le dialogue avec des acteurs influents au niveau national et international. En conformité avec son analyse des pouvoirs et avec sa stratégie d'influence, il continuera à développer ses alliances stratégiques avec les institutions gouvernementales, les universités, les mouvements sociaux et les médias

### Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Le programme IGUALES est parfaitement conforme aux cadres et aux stratégies de programme d'Oxfam et s'appuie sur les réussites et les enseignements tirés des activités d'Oxfam au Honduras et dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes.

IGUALES s'inscrit également bien dans le cadre du programme pour la justice entre hommes et femmes d'Oxfam et concorde bien avec ses méthodologies et ses trois priorités qui sont la participation et le leadership transformationnel des femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, et l'autonomisation économique des femmes. Grâce à son approche intégrée et à son investissement considérable dans la promotion des connaissances et de l'apprentissage, le programme peut également contribuer à l'apprentissage dans divers domaines d'activité, notamment la création de réseaux et d'alliances pour un changement politique en matière de droits des femmes, le plaidoyer dans un espace de la société civile qui se réduit, et la prévention des violences faites aux femmes et aux filles en environnement urbain.

# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

## 4 Zoom sur...

### Soutenir la création de réseaux et de coalitions afin d'amorcer des changements politiques au niveau national

IGUALES inclut un travail d'influence important qui s'appuie sur des réussites considérables en matière de politique et de campagne, obtenues lors des années précédentes, parmi lesquelles : la campagne anti-féminicide qui a conduit à l'approbation d'une réforme visant à inclure le féminicide dans le Code pénal en 2012, le lobbying pour l'accès des femmes vivant en milieu rural à un fonds fiduciaire agricole (connu sous le nom de FIRSA) en 2014, et la campagne de 2015 pour Credimujer, un cadre légal pour l'attribution de prêts solidaires aux femmes vivant en milieu rural. L'un des ingrédients clés de cette réussite est l'approche basée sur la création de réseaux et de coalitions qui a été adoptée.

Le programme a cherché à établir un lien clair entre les activités menées au niveau local et national, afin de s'assurer que les campagnes nationales étaient ancrées dans la réalité de la population et qu'elles exprimaient les préoccupations et les demandes des communautés locales et rurales. La création d'un espace dans lequel les organisations de femmes et les organisations féministes établies interagissent, élaborent des stratégies et mettent en œuvre des campagnes de manière conjointe, n'a pas seulement garanti des efforts d'influence basés sur des preuves et efficaces, mais a également soutenu les organisations locales et rurales afin qu'elles développent leurs capacités institutionnelles et fassent entendre la voix et les demandes des femmes vivant en milieu rural. Grâce à ce travail, le mouvement des femmes, qui était auparavant fragmenté, est désormais unifié et capable de s'exprimer d'une seule voix.

Il est important d'observer et de retenir que travailler dans le cadre d'une coalition ne signifie pas que toutes les parties sont d'accord sur tous les sujets, mais plutôt qu'elles combinent toutes leurs forces afin d'atteindre un objectif commun ; faire des compromis est essentiel. Oxfam peut jouer un rôle à ce niveau en aidant à établir des ponts et à instaurer le dialogue entre différentes organisations. Les coalitions mises en place n'incluent pas uniquement des acteurs de la société civile. D'après une analyse des rapports de force, les médias étaient également ciblés, car ils jouent un rôle important dans le fait d'assurer la visibilité continue des droits des femmes, de générer le changement social, et de mettre en évidence les demandes en matière de plaidoyer et de politique. Le programme dialogue également avec des partis politiques, des membres du parlement et des représentants élus, des

comités du Congrès national, des experts, des ONG internationales (par le biais de l'Asociación de Cooperación Internacional, qui rassemble 29 ONG internationales), des agences de l'ONU et des représentants des bailleurs de fonds. Dans le cas de la campagne Credimujer, rechercher des contributions de la part d'experts en crédit et d'autres organisations offrant un soutien technique et politique a contribué à assurer la pertinence et la faisabilité des demandes. Par ailleurs, l'alliance stratégique formée par l'ONU Femmes et le Comité du Congrès national sur la question hommes-femmes s'est révélée être une stratégie réussie, car elle a facilité le lobbying en face à face avec les décisionnaires, et notamment avec le président du Honduras.

En outre, Oxfam au Honduras s'est appuyée sur son réseau international et a démontré qu'elle avait réussi à tirer parti de l'influence internationale pour générer des changements au niveau national. Un exemple emblématique de cette approche a été la campagne mise en œuvre suite au meurtre de Berta Cáceres, militante en faveur des droits des peuples autochtones en mars 2016. Oxfam a très vite réagi au meurtre et a rejoint une campagne internationale demandant justice pour Berta et exigeant la protection de son collègue mexicain qui avait été blessé pendant l'attaque. La campagne demandait l'arrêt du projet hydroélectrique (Agua Zarca) contre lequel se battaient Berta et les communautés indigènes Lenca, et exigeait que les parties prenantes du secteur public et du secteur privé tiennent compte des préoccupations des communautés. Oxfam a participé à une coalition mondiale variée et a mobilisé ses propres équipes au niveau national, régional et international afin d'amplifier les revendications et exercer une pression sur le gouvernement du Honduras, sur les investisseurs et sur les entreprises soutenant le projet Agua Zarca. Cette pression collective a contribué à la libération du collègue de Berta et à son bon retour au Mexique, et a convaincu les investisseurs internationaux du projet Agua Zarca de suspendre leur financement.

Le programme vise à continuer à apprendre de cette expérience et à obtenir une meilleure cohérence entre processus régionaux et mondiaux afin de générer un changement au niveau national. Il se concentrera également sur le renforcement de son système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage afin d'améliorer sa capacité à suivre les progrès par rapport à des objectifs fixés, notamment ceux à long terme.

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez :  
[www.oxfam.org.uk/iguales](http://www.oxfam.org.uk/iguales)

# SOUTENIR LA CRÉATION DE RÉSEAUX ET DE COALITIONS AFIN D'AMORCER DES CHANGEMENTS POLITIQUES AU NIVEAU NATIONAL AU HONDURAS

## Notes

<sup>1</sup> CEPALSTAT. *Honduras: National Socio-Demographic Profile*. Extrait de [http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil\\_Nacional\\_Social.html?pais=HND&idioma=english](http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=HND&idioma=english)

<sup>2</sup> Suyapa Martínez et Ana María Ferrera. *Can Commitment to the 2030 Agenda restore human rights?* Social Watch. Extrait de <http://www.socialwatch.org/node/17338>

<sup>3</sup> S. Kreft, et coll. (2015). *Indice mondial des risques climatiques 2015*. Germanwatch. Extrait de <https://germanwatch.org/en/download/10333.pdf>

<sup>4</sup> Banque mondiale (2015a). Population, femmes (% du total) Extrait de <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL.FE.ZS?locations=HN>

<sup>5</sup> Banque mondiale (2015b). *Population active, femmes (% de la population active)* Extrait de <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.FE.ZS?locations=HN>

<sup>6</sup> Honduras Congreso Nacional (Congrès national). [http://www.ipu.org/parline-e/reports/2139\\_E.htm](http://www.ipu.org/parline-e/reports/2139_E.htm)

<sup>7</sup> Commission interaméricaine des droits de l'homme (2015). *Violence, Inequality, and Impunity in Honduras*. Extrait de <http://www.oas.org/en/iachr/multimedia/2016/honduras/honduras-en.html>

© Oxfam International, juillet 2017

Ce document a été rédigé par Sarah Barakat. Oxfam remercie Maritza Gallardo et Juan Carlos Arita pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : [hkuwabara@oxfam.org.uk](mailto:hkuwabara@oxfam.org.uk)

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-060-5 en juillet 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : Tony Cerezo et Barbara Scottu

#### **Oxfam**

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Photo de couverture : Eleanor Farmer/Oxfam

WE  
WON'T  
LIVE  
WITH  
POVERTY



**OXFAM**